

## **Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms**

The governments signatory hereto, being signatories of the Statute of the Council of Europe,

Considering the Universal Declaration of Human Rights proclaimed by the General Assembly of the United Nations on 10th December 1948;

Considering that this Declaration aims at securing the universal and effective recognition and observance of the Rights therein declared;

Considering that the aim of the Council of Europe is the achievement of greater unity between its members and that one of the methods by which that aim is to be pursued is the maintenance and further realisation of human rights and fundamental freedoms;

Reaffirming their profound belief in those fundamental freedoms which are the foundation of justice and peace in the world and are best maintained on the one hand by an effective political democracy and on the other by a common understanding and observance of the human rights upon which they depend;

Being resolved, as the governments of European countries which are like-minded and have a common heritage of political traditions, ideals, freedom and the rule of law, to take the first steps for the collective enforcement of certain of the rights stated in the Universal Declaration, Affirming that the High Contracting Parties, in accordance with the principle of subsidiarity, have the primary responsibility to secure the rights and freedoms defined in this

Convention and the Protocols thereto, and that in doing so they enjoy a margin of appreciation, subject to the supervisory jurisdiction of the European Court of Human Rights established by this Convention,

Have agreed as follows:

## **Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales**

Les gouvernements signataires, étant signataires du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948;

Considérant que cette déclaration tend à assurer la reconnaissance et l'application universelles et effectives des droits qui y sont énoncés;

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, et que l'un des moyens d'atteindre ce but est la sauvegarde et le développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Réaffirmant leur profond attachement à ces libertés fondamentales qui constituent les assises mêmes de la justice et de la paix dans le monde et dont le maintien repose essentiellement sur un régime politique véritablement démocratique, d'une part, et, d'autre part, sur une conception commune et un commun respect des droits de l'homme dont ils se réclament;

Résolus, en tant que gouvernements d'Etats européens animés d'un même esprit et possédant un patrimoine commun d'idéal et de traditions politiques, de respect de la liberté et de prééminence du droit, à prendre les premières mesures propres à assurer la garantie collective de certains des droits énoncés dans la Déclaration universelle, Affirmant qu'il incombe au premier chef aux Hautes Parties contractantes,

conformément au principe de subsidiarité, de garantir le respect des droits et libertés définis dans la présente Convention et ses protocoles, et que, ce faisant, elles jouissent d'une marge d'appréciation, sous le contrôle de la Cour européenne des Droits de l'Homme instituée par la présente Convention,

Sont convenus de ce qui suit:

## **Article 1 – Obligation to respect human rights**

The High Contracting Parties shall secure to everyone within their jurisdiction the rights and freedoms defined in Section I of this Convention.

## **Article 1 – Obligation de respecter les droits de l'homme**

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent à toute personne relevant de leur juridiction les droits et libertés définis au titre I de la présente Convention:

---

## **Section I – Rights and freedoms**

### **Article 2 – Right to life**

1. Everyone's right to life shall be protected by law. No one shall be deprived of his life intentionally save in the execution of a sentence of a court following his conviction of a crime for which this penalty is provided by law.
2. Deprivation of life shall not be regarded as inflicted in contravention of this article when it results from the use of force which is no more than absolutely necessary:
  - a. in defence of any person from unlawful violence;
  - b. in order to effect a lawful arrest or to prevent the escape of a person lawfully detained;
  - c. in action lawfully taken for the purpose of quelling a riot or insurrection.

### **Article 3 – Prohibition of torture**

No one shall be subjected to torture or to inhuman or degrading treatment or punishment.

## **Titre I – Droits et libertés**

### **Article 2 – Droit à la vie**

1. Le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi. La mort ne peut être infligée à quiconque intentionnellement, sauf en exécution d'une sentence capitale prononcée par un tribunal au cas où le délit est puni de cette peine par la loi.
2. La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire:
  - a. pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale;
  - b. pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue;
  - c. pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection.

### **Article 3 – Interdiction de la torture**

Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

**Article 4 – Interdiction de  
l'esclavage et du travail forcé**

1. Nul ne peut être tenu en esclavage ni en servitude.
2. Nul ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire.
3. N'est pas considéré comme «travail forcé ou obligatoire» au sens du présent article:
  - a. tout travail requis normalement d'une personne soumise à la détention dans les conditions prévues par l'article 5 de la présente Convention, ou durant sa mise en liberté conditionnelle;
  - b. tout service de caractère militaire ou, dans le cas d'objecteurs de conscience dans les pays où l'objection de conscience est reconnue comme légitime, à un autre service à la place du service militaire obligatoire;
  - c. tout service requis dans le cas de crises ou de calamités qui menacent la vie ou le bien-être de la communauté;
  - d. tout travail ou service formant partie des obligations civiques normales.

**Article 4 – Prohibition of slavery  
and forced labour**

1. No one shall be held in slavery or servitude.
2. No one shall be required to perform forced or compulsory labour.
3. For the purpose of this article the term "forced or compulsory labour" shall not include:
  - a. any work required to be done in the ordinary course of detention imposed according to the provisions of Article 5 of this Convention or during conditional release from such detention;
  - b. any service of a military character or, in case of conscientious objectors in countries where they are recognised, service exacted instead of compulsory military service;
  - c. any service exacted in case of an emergency or calamity threatening the life or wellbeing of the community;
  - d. any work or service which forms part of normal civic obligations.

## **Article 5 – Droit à la liberté et à la sûreté**

1. Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales:
  - a. a s'il est détenu régulièrement après condamnation par un tribunal compétent;
  - b. s'il a fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention régulières pour insoumission à une ordonnance rendue, conformément à la loi, par un tribunal ou en vue de garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi;
  - c. s'il a été arrêté et détenu en vue d'être conduit devant l'autorité judiciaire compétente, lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis une infraction ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction ou de s'enfuir après l'accomplissement de celle-ci;
  - d. s'il s'agit de la détention régulière d'un mineur, décidée pour son éducation surveillée ou de sa détention régulière, afin de le traduire devant l'autorité compétente;
  - e. s'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, d'un aliéné, d'un alcoolique, d'un toxicomane ou d'un vagabond;
  - f. s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulières d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours;
  - g. en tant que prisonnier de guerre ou détenu assimilé, dans le cadre de l'état d'urgence prévue par l'Article 15 de la présente convention.
2. Toute personne arrêtée doit être informée, dans le plus court délai et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation et de toute accusation portée contre elle.
3. Toute personne arrêtée ou détenue, dans les conditions prévues au paragraphe 1.c du présent article, doit être aussitôt traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires et a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable, ou libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience.
4. Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.
5. Toute personne victime d'une arrestation ou d'une détention dans des conditions contraires aux dispositions de cet article a droit à réparation.

**Article 5 – Right to liberty and security**

1. Everyone has the right to liberty and security of person. No one shall be deprived of his liberty save in the following cases and in accordance with a procedure prescribed by law:
  - a. the lawful detention of a person after conviction by a competent court;
  - b. the lawful arrest or detention of a person for non-compliance with the lawful order of a court or in order to secure the fulfilment of any obligation prescribed by law;
  - c. the lawful arrest or detention of a person effected for the purpose of bringing him before the competent legal authority on reasonable suspicion of having committed an offence or when it is reasonably considered necessary to prevent his committing an offence or fleeing after having done so;
  - d. the detention of a minor by lawful order for the purpose of educational supervision or his lawful detention for the purpose of bringing him before the competent legal authority;
  - e. the lawful detention of persons for the prevention of the spreading of infectious diseases, of persons of unsound mind, alcoholics or drug addicts or vagrants;
  - f. the lawful arrest or detention of a person to prevent his effecting an unauthorised entry into the country or of a person against whom action is being taken with a view to deportation or extradition;
  - g. as a prisoner of war or similar detainee, during the state of emergency provided for by Article 15.
2. Everyone who is arrested shall be informed promptly, in a language which he understands, of the reasons for his arrest and of any charge against him.
3. Everyone arrested or detained in accordance with the provisions of paragraph 1.c of this article shall be brought promptly before a judge or other officer authorised by law to exercise judicial power and shall be entitled to trial within a reasonable time or to release pending trial. Release may be conditioned by guarantees to appear for trial.
4. Everyone who is deprived of his liberty by arrest or detention shall be entitled to take proceedings by which the lawfulness of his detention shall be decided speedily by a court and his release ordered if the detention is not lawful.
5. Everyone who has been the victim of arrest or detention in contravention of the provisions of this article shall have an enforceable right to compensation.

## **Article 6 – Droit à un procès équitable**

1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice.
2. Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.
3. Tout accusé a droit notamment à:
  - a. être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui;
  - b. disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense;
  - c. se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent;
  - d. interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;
  - e. se faire assister gratuitement d'un interprète, s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience.

## **Article 6 – Right to a fair trial**

1. In the determination of his civil rights and obligations or of any criminal charge against him, everyone is entitled to a fair and public hearing within a reasonable time by an independent and impartial tribunal established by law. Judgment shall be pronounced publicly but the press and public may be excluded from all or part of the trial in the interests of morals, public order or national security in a democratic society, where the interests of juveniles or the protection of the private life of the parties so require, or to the extent strictly necessary in the opinion of the court in special circumstances where publicity would prejudice the interests of justice.
2. Everyone charged with a criminal offence shall be presumed innocent until proved guilty according to law.
3. Everyone charged with a criminal offence has the following minimum rights:
  - a. to be informed promptly, in a language which he understands and in detail, of the nature and cause of the accusation against him;
  - b. to have adequate time and facilities for the preparation of his defence;
  - c. to defend himself in person or through legal assistance of his own choosing or, if he has not sufficient means to pay for legal assistance, to be given it free when the interests of justice so require;
  - d. to examine or have examined witnesses against him and to obtain the attendance and examination of witnesses on his behalf under the same conditions as witnesses against him;
  - e. to have the free assistance of an interpreter if he cannot understand or speak the language used in court.



### **Article 7 – Nulle peine sans loi**

1. Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou international. De même il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise.
2. Le présent article ne portera pas atteinte au jugement et à la punition d'une personne coupable d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle a été commise, était criminelle d'après les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées.
3. Le droit pénal est de stricte interprétation. Il accorde à la liberté des personnes accusées à tort une primordiale importance.

### **Article 8 – Droit au respect de la vie privée et familiale**

1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.
2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

### **Article 7 – No punishment without law**

1. No one shall be held guilty of any criminal offence on account of any act or omission which did not constitute a criminal offence under national or international law at the time when it was committed. Nor shall a heavier penalty be imposed than the one that was applicable at the time the criminal offence was committed.
2. This article shall not prejudice the trial and punishment of any person for any act or omission which, at the time when it was committed, was criminal according to the general principles of law recognised by civilised nations.
3. Criminal law is to be restrictively interpreted. The freedom of wrongly accused persons is of paramount importance.

### **Article 8 – Right to respect for private and family life**

1. Everyone has the right to respect for his private and family life, his home and his correspondence.
2. There shall be no interference by a public authority with the exercise of this right except such as is in accordance with the law and is necessary in a democratic society in the interests of national security, public safety or the economic well-being of the country, for the prevention of disorder or crime, for the protection of health or morals, or for the protection of the rights and freedoms of others.

**Article 9 – Liberté de pensée, de conscience et de religion**

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.
2. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

**Article 9 – Freedom of thought, conscience and religion**

1. Everyone has the right to freedom of thought, conscience and religion; this right includes freedom to change his religion or belief and freedom, either alone or in community with others and in public or private, to manifest his religion or belief, in worship, teaching, practice and observance.
2. Freedom to manifest one's religion or beliefs shall be subject only to such limitations as are prescribed by law and are necessary in a democratic society in the interests of public safety, for the protection of public order, health or morals, or for the protection of the rights and freedoms of others.

## **Article 10 – Liberté d'expression**

1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les Etats de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.
2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.

## **Article 10 – Freedom of expression**

1. Everyone has the right to freedom of expression. This right shall include freedom to hold opinions and to receive and impart information and ideas without interference by public authority and regardless of frontiers. This article shall not prevent States from requiring the licensing of broadcasting, television or cinema enterprises.
2. The exercise of these freedoms, since it carries with it duties and responsibilities, may be subject to such formalities, conditions, restrictions or penalties as are prescribed by law and are necessary in a democratic society, in the interests of national security, territorial integrity or public safety, for the prevention of disorder or crime, for the protection of health or morals, for the protection of the reputation or rights of others, for preventing the disclosure of information received in confidence, or for maintaining the authority and impartiality of the judiciary.

**Article 11 – Liberté de réunion et d'association**

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.
2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'Etat.

**Article 11 – Freedom of assembly and association**

1. Everyone has the right to freedom of peaceful assembly and to freedom of association with others, including the right to form and to join trade unions for the protection of his interests.
2. No restrictions shall be placed on the exercise of these rights other than such as are prescribed by law and are necessary in a democratic society in the interests of national security or public safety, for the prevention of disorder or crime, for the protection of health or morals or for the protection of the rights and freedoms of others. This article shall not prevent the imposition of lawful restrictions on the exercise of these rights by members of the armed forces, of the police or of the administration of the State.

### **Article 12 – Liberté de la culture**

1. Les arts et la recherche scientifique sont libres. La liberté académique est respectée.
2. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.
3. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.
4. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

### **Article 13 – Droit à un recours effectif**

Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés, a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

### **Article 12 – Freedom of culture**

1. The arts and scientific research shall be free of constraint. Academic freedom shall be respected.
2. Everyone has the right freely to participate in the cultural life of the community, to enjoy the arts and to share in scientific advancement and its benefits.
3. Everyone has the right to the protection of the moral and material interests resulting from any scientific, literary or artistic production of which he is the author.
4. No restrictions shall be placed on the exercise of these rights other than such as are in accordance with law and are necessary in a democratic society in the interests of national security or public safety, for the maintenance of public order, for the prevention of crime, for the protection of health or morals, or for the protection of the rights and freedoms of others.

### **Article 13 – Right to an effective remedy**

Everyone whose rights and freedoms as set forth in this Convention are violated shall have an effective remedy before a national authority notwithstanding that the violation has been committed by persons acting in an official capacity.

**Article 14 – Interdiction de  
discrimination**

La jouissance des droits et libertés reconnus dans la présente Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

**Article 14 – Prohibition of  
discrimination**

The enjoyment of the rights and freedoms set forth in this Convention shall be secured without discrimination on any ground such as sex, race, colour, language, religion, political or other opinion, national or social origin, association with a national minority, property, birth or other status.

## **Article 15 – Dérogation en cas d'état d'urgence**

1. En cas de guerre ou en cas d'autre danger public menaçant la vie de la nation, toute Haute Partie contractante peut prendre des mesures dérogeant aux obligations prévues par la présente Convention, dans la stricte mesure où la situation l'exige et à la condition que ces mesures ne soient pas en contradiction avec les autres obligations découlant du droit international ou national.
2. La disposition précédente n'autorise aucune dérogation à l'article 2, sauf pour le cas de décès résultant d'actes licites de guerre, et aux articles 3, 4 (paragraphe 1), 5, 6 et 7.
3. Toute Haute Partie contractante qui exerce ce droit de dérogation tient le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe pleinement informé des mesures prises et des motifs qui les ont inspirées. Elle doit également informer le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe de la date à laquelle ces mesures ont cessé d'être en vigueur et les dispositions de la Convention reçoivent de nouveau pleine application.
4. Toute personne affectée par les mesures dérogatoires a le droit de déposer un recours devant la justice afin d'en déterminer la nécessité et la légalité.
5. La Cour européenne des droits de l'homme, saisie par une personne ayant intérêt d'agir, ou par une Haute Partie contractante, est compétent pour déterminer la légalité et la nécessité d'une mesure dérogatoire.

## **Article 15 – Derogation in time of emergency**

1. In time of war or other public emergency threatening the life of the nation any High Contracting Party may take measures derogating from its obligations under this Convention to the extent strictly required by the exigencies of the situation, provided that such measures are not inconsistent with its other obligations under international law.
2. No derogation from Article 2, except in respect of deaths resulting from lawful acts of war, or from Articles 3, 4 (paragraph 1), 5, 6 and 7 shall be made under this provision.
3. Any High Contracting Party availing itself of this right of derogation shall keep the Secretary General of the Council of Europe fully informed of the measures which it has taken and the reasons therefor. It shall also inform the Secretary General of the Council of Europe when such measures have ceased to operate and the provisions of the Convention are again being fully executed.
4. Any person affected by a derogatory measures has the right to bring legal proceedings in order to determine the legality and the necessity of the measures.
5. The European Court of Human Rights, at the request of a person with standing, or of a High Contracting Party, is competent in determining the legality and the necessity of a derogatory measure.

**Article 16 – Restrictions à l'activité politique des étrangers**

Aucune des dispositions des articles 10, 11 et 14 ne peut être considérée comme interdisant aux Hautes Parties contractantes d'imposer des restrictions à l'activité politique des étrangers.

**Article 17 – Interdiction de l'abus de droit**

Aucune des dispositions de la présente Convention ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus dans la présente Convention ou à des limitations plus amples de ces droits et libertés que celles prévues à ladite Convention.

**Article 18 – Limitation de l'usage des restrictions aux droits**

Les restrictions qui, aux termes de la présente Convention, sont apportées auxdits droits et libertés ne peuvent être appliquées que dans le but pour lequel elles ont été prévues.

**Article 16 – Restrictions on political activity of aliens**

Nothing in Articles 10, 11 and 14 shall be regarded as preventing the High Contracting Parties from imposing restrictions on the political activity of aliens.

**Article 17 – Prohibition of abuse of rights**

Nothing in this Convention may be interpreted as implying for any State, group or person any right to engage in any activity or perform any act aimed at the destruction of any of the rights and freedoms set forth herein or at their limitation to a greater extent than is provided for in the Convention.

**Article 18 – Limitation on use of restrictions on rights**

The restrictions permitted under this Convention to the said rights and freedoms shall not be applied for any purpose other than those for which they have been prescribed



## **Titre II – Cour européenne des Droits de l'Homme**

### *Composition de la Cour*

#### **Article 19 – Institution de la Cour**

Afin d'assurer le respect des engagements résultant pour les Hautes Parties contractantes de la présente Convention et de ses protocoles, il est institué une Cour de justice du Conseil de l'Europe, ci-dessous nommée «la Cour». Elle fonctionne de façon permanente.

#### **Article 20 – Nombre de juges**

La Cour se compose d'un nombre de juges égal à celui des Hautes Parties contractantes.

#### **Article 21 – Conditions d'exercice des fonctions**

1. Les juges doivent jouir de la plus haute considération morale et réunir les conditions requises pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires ou être des jurisconsultes possédant une compétence notoire.
2. Les juges siègent à la Cour à titre individuel.
3. Pendant la durée de leur mandat, les juges ne peuvent exercer aucune activité incompatible avec les exigences d'indépendance, d'impartialité ou de disponibilité requise par une activité exercée à plein temps; toute question soulevée en application de ce paragraphe est tranchée par la Cour.

#### **Article 22 – Election des juges**

Les juges sont élus par l'Assemblée parlementaire au titre de chaque Haute Partie contractante, à la majorité des voix exprimées, sur une liste de trois candidats présentés par la Haute Partie contractante.

#### **Article 23 – Durée du mandat et révocation**

1. Les juges sont élus pour une durée de trois mois. Ils ~~ne~~ sont ~~pas~~ rééligibles.
2. Les juges restent en fonction jusqu'à leur remplacement. Ils continuent toutefois de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.
3. Un juge ne peut être relevé de ses fonctions que si les autres juges décident, à la majorité des deux tiers, que ce juge a cessé de répondre aux conditions requises.

#### **Article 24 – Greffe et rapporteurs**

1. La Cour dispose d'un greffe dont les tâches et l'organisation sont fixées par le règlement de la Cour.
2. Lorsqu'elle siège en formation de juge unique, la Cour est assistée de rapporteurs qui exercent leurs fonctions sous l'autorité du président de la Cour. Ils font partie du greffe de la Cour.

#### **Article 25 – Assemblée plénière**

1. La Cour réunie en Assemblée plénière:
  - a. élit, pour une durée de trois ans, son président et un ou deux vice-présidents; ils sont rééligibles;
  - b. constitue des Chambres pour une période déterminée;
  - c. élit les présidents des Chambres de la Cour, qui sont rééligibles;

- d. adopte le règlement de la Cour;
  - e. élit le greffier et un ou plusieurs greffiers adjoints;
  - f. élit les juges associés de la Cour prévus par l'Article 26, le nombre de juges associés n'excédant pas un tiers du nombre de juges de plein exercice;
  - g. fait toute demande au titre de l'article 26, paragraphe 2.
5. Lorsqu'un ou plusieurs juges de la Cour, devant siéger à l'Assemblée plénière de la Cour afin d'examiner une affaire portée devant elle, ne sont pas en mesure de siéger, ou en cas d'absence d'un ou de plusieurs juges à la même occasion, des remplaçants choisis par le président de la Cour sur une liste de juges associés siègent en qualité de juge.

### **Article 26 – Formations de juge unique, comités, Chambres et Grand'Chambre**

1. Pour l'examen des affaires portées devant elle, la Cour siège en formations de juge unique, en comités de trois juges, en Chambres de sept juges et en Assemblée plénière. Les Chambres de la Cour constituent les comités pour une période déterminée.
2. A la demande de l'Assemblée plénière de la Cour, le Comité des Ministres peut, par une décision unanime et pour une période déterminée, réduire à cinq le nombre de juges des Chambres.
3. Un juge siégeant en tant que juge unique n'examine aucune requête introduite contre la Haute Partie contractante au titre de laquelle ce juge a été élu.
4. Le juge élu au titre d'une Haute Partie contractante partie au litige est membre de droit de la Chambre et de l'Assemblée plénière. En cas d'absence de ce juge, ou lorsqu'il n'est pas en mesure de siéger, une personne choisie par le président de la Cour sur une liste de juges associés siège en qualité de juge.

## **Section II – European Court of Human Rights**

### *Constitution of the Court*

#### **Article 19 – Establishment of the Court**

To ensure the observance of the engagements undertaken by the High Contracting Parties in the Convention and the Protocols thereto, there shall be set up a Court of Justice of the Council of Europe, hereinafter referred to as "the Court". It shall function on a permanent basis.

#### **Article 20 – Number of judges**

The Court shall consist of a number of judges equal to that of the High Contracting Parties.

#### **Article 21 – Criteria for office**

1. The judges shall be of high moral character and must either possess the qualifications required for appointment to high judicial office or be jurisconsults of recognised competence.
2. The judges shall sit on the Court in their individual capacity.
3. During their term of office the judges shall not engage in any activity which is incompatible with their independence, impartiality or with the demands of a full-time office; all questions arising from the application of this paragraph shall be decided by the Court.

#### **Article 22 – Election of judges**

The judges shall be elected by the Parliamentary Assembly with respect to each High Contracting Party by a

majority of votes cast from a list of three candidates nominated by the High Contracting Party.

#### **Article 23 – Terms of office and dismissal**

1. The judges shall be elected for a period of nine years. They may not be re-elected.
2. The judges shall hold office until replaced. They shall, however, continue to deal with such cases as they already have under consideration.
3. No judge may be dismissed from office unless the other judges decide by a majority of two-thirds that that judge has ceased to fulfil the required conditions.

#### **Article 24 – Registry and rapporteurs**

1. The Court shall have a registry, the functions and organisation of which shall be laid down in the rules of the Court.
2. When sitting in a single-judge formation, the Court shall be assisted by rapporteurs who shall function under the authority of the President of the Court. They shall form part of the Court's registry.

#### **Article 25 – Plenary Court**

The plenary Court shall :

- a. elect its President and one or two Vice-Presidents for a period of three years; they may be re-elected;
- b. set up Chambers, constituted for a fixed period of time;
- c. elect the Presidents of the Chambers of the Court; they may be re-elected;

- d. adopt the rules of the Court;
- e. elect the Registrar and one or more Deputy Registrars;
- f. make any request under Article 26, paragraph 2.

**Article 26 – Single-judge formation, committees, Chambers and Grand Chamber**

1. To consider cases brought before it, the Court shall sit in a single-judge formation, in committees of three judges, in Chambers of seven judges and in a Grand Chamber of seventeen judges. The Court's Chambers shall set up committees for a fixed period of time.
2. At the request of the plenary Court, the Committee of Ministers may, by a unanimous decision and for a fixed period, reduce to five the number of judges of the Chambers.
3. When sitting as a single judge, a judge shall not examine any application against the High Contracting Party in respect of which that judge has been elected.
4. There shall sit as an ex officio member of the Chamber and the Grand Chamber the judge elected in respect of the High Contracting Party concerned. If there is none or if that judge is unable to sit, a person chosen by the President of the Court from a list submitted in advance by that Party shall sit in the capacity of judge.

*Compétence*

**Article 27 – Compétence des juges uniques**

1. Un juge unique peut déclarer une requête introduite en vertu de l'article 34 irrecevable ou la rayer du rôle lorsqu'une telle décision peut être prise sans examen complémentaire.
2. La décision tendant à déclarer irrecevable une requête peut être attaquée devant une Chambre.
3. Si le juge unique ne déclare pas une requête irrecevable ou ne la rayer pas du rôle, ce juge la transmet à un comité ou à une Chambre pour examen complémentaire.

**Article 28 – Compétence des comités**

1. Un comité saisi d'une requête individuelle introduite en vertu de l'article 34 peut, par vote unanime,
  - a. la déclarer irrecevable ou la rayer du rôle lorsqu'une telle décision peut être prise sans examen complémentaire; ou
  - b. la déclarer recevable et rendre conjointement un arrêt sur le fond lorsque la question relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses Protocoles qui est à l'origine de l'affaire fait l'objet d'une jurisprudence bien établie de la Cour
2. Les décisions et arrêts prévus au paragraphe 1 sont définitifs, sauf que l'Assemblée Plénière peut être saisie, afin d'attaquer une décision ou un arrêt rendu en vertu de cet Article, par un arrêt rendu par une Chambre.

3. Si le juge élu au titre de la Haute Partie contractante partie au litige n'est pas membre du comité, ce dernier peut, à tout moment de la procédure, l'inviter à siéger en son sein en lieu et place de l'un de ses membres, en prenant en compte tous facteurs pertinents, y compris la question de savoir si cette Partie a contesté l'application de la procédure du paragraphe 1.b.

**Article 29 – Décisions des Chambres sur la recevabilité et le fond**

1. Si aucune décision n'a été prise en vertu des articles 27 ou 28, ni aucun arrêt rendu en vertu de l'article 28, une Chambre se prononce sur la recevabilité et le fond des requêtes individuelles introduites en vertu de l'article 34. La décision sur la recevabilité peut être prise de façon séparée.
2. Une Chambre se prononce sur la recevabilité et le fond des requêtes étatiques introduites en vertu de l'article 33. Sauf décision contraire de la Cour dans des cas exceptionnels, la décision sur la recevabilité est prise séparément.

**Article 30 – Saisine de l'Assemblée Plénière**

1. Si l'affaire pendante devant une formation de jugement autre que l'Assemblée Plénière soulève une question grave relative à l'interprétation de la Convention ou de ses protocoles, ou si la solution d'une question peut conduire à une contradiction avec un arrêt rendu antérieurement par la Cour, la formation peut, tant qu'elle n'a pas rendu son arrêt, se dessaisir au profit de l'Assemblée Plénière.

2. L'Assemblée Plénière doit être saisie lorsque, après un premier arrêt rendu par la Cour, et un renvoi devant le juge national d'une Haute Partie, la décision rendue par la juridiction de renvoi est attaquée par les mêmes moyens.

### **Article 31 – Attributions de l'Assemblée Plénière**

L'Assemblée Plénière:

- a. se prononce sur les requêtes introduites en vertu de l'article 33 ou de l'article 34 lorsque l'affaire lui a été déférée par la Chambre en vertu de l'article 30 ou lorsque l'affaire lui a été déférée en vertu de l'article 43;
- b. se prononce sur les questions dont la Cour est saisie par le Comité des Ministres en vertu de l'article 46, paragraphe 4 ; et
- c. examine les demandes d'avis consultatifs introduites en vertu de l'article 47.

### **Article 32 – Compétence de la Cour**

1. La compétence de la Cour s'étend à toutes les questions concernant l'interprétation et l'application de la Convention et de ses protocoles, et des autres traités, accords et instruments du Conseil de l'Europe qui lui seront soumises dans les conditions prévues par les articles 33, 34, 46 et 47.
2. En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide.

### **Article 33 – Affaires interétatiques**

Toute Haute Partie contractante peut saisir la Cour de tout manquement aux

dispositions de la Convention et de ses protocoles, ou un autre traité, accord ou instrument du Conseil de l'Europe, qu'elle croira pouvoir être imputé à une autre Haute Partie contractante.

### **Article 34 – Requêtes individuelles**

1. La Cour peut être saisie d'une requête par toute personne physique, toute organisation non gouvernementale ou tout groupe de particuliers, suffisamment lésé pour avoir un intérêt à agir, d'une violation par l'une des Hautes Parties contractantes des droits reconnus dans la Convention ou ses protocoles, ou d'un autre traité, accord ou instrument du Conseil de l'Europe.
2. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver par aucune mesure l'exercice efficace de ce droit.

*Jurisdiction*

**Article 27 – Competence of single judges**

1. A single judge may declare inadmissible or strike out of the Court's list of cases an application submitted under Article 34, where such a decision can be taken without further examination.
2. A decision to declare inadmissible an application may be challenged before a Chamber.
3. If the single judge does not declare an application inadmissible or strike it out, that judge shall forward it to a committee or to a Chamber for further examination.

**Article 28 – Competence of committees**

1. In respect of an application submitted under Article 34, a committee may, by a unanimous vote,
  - a. declare it inadmissible or strike it out of its list of cases, where such decision can be taken without further examination; or
  - b. declare it admissible and render at the same time a judgment on the merits, if the underlying question in the case, concerning the interpretation or the application of the Convention or the Protocols thereto, is already the subject of well-established case-law of the Court.
2. Decisions and judgments under paragraph 1 shall be final, except that a Chamber may grant leave to challenge a decision or judgment

made under this section before the Plenary Assembly.

3. If the judge elected in respect of the High Contracting Party concerned is not a member of the committee, the committee may at any stage of the proceedings invite that judge to take the place of one of the members of the committee, having regard to all relevant factors, including whether that Party has contested the application of the procedure under paragraph 1.b.

**Article 29 – Decisions by Chambers on admissibility and merits**

1. If no decision is taken under Article 27 or 28, or no judgment rendered under Article 28, a Chamber shall decide on the admissibility and merits of individual applications submitted under Article 34. The decision on admissibility may be taken separately.
2. A Chamber shall decide on the admissibility and merits of inter-State applications submitted under Article 33. The decision on admissibility shall be taken separately unless the Court, in exceptional cases, decides otherwise.

**Article 30 – Hearing by the Plenary Assembly**

1. Where a case pending before a Chamber, or other formation of the court, raises a serious question affecting the interpretation of the Convention or the protocols thereto, or where the resolution of a question before said formation might have a result inconsistent with a judgment previously delivered by the Court, it may, at any time before it has

rendered its judgment, relinquish jurisdiction in favour of the Plenary Assembly.

2. The Plenary Assembly must hear a matter when, following a first judgment of the Court, and a matter being referred and remanded to the national court of a High Party, the decision made by that court is challenged on the same grounds.

### **Article 31 – Powers of the Plenary Assembly**

The Plenary Assembly shall:

- a. determine applications submitted either under Article 33 or Article 34 when a Chamber has relinquished jurisdiction under Article 30 or when the case has been referred to it under Article 43;
- b. decide on issues referred to the Court by the Committee of Ministers in accordance with Article 46, paragraph 4; and
- c. consider requests for advisory opinions submitted under Article 47.

### **Article 32 – Jurisdiction of the Court**

1. The jurisdiction of the Court shall extend to all matters concerning the interpretation and application of the Convention and the protocols thereto, and the other treaties and instruments of the Council of Europe which are referred to it as provided in Articles 33, 34, 46 and 47.
2. In the event of dispute as to whether the Court has jurisdiction, the Court shall decide.

### **Article 33 – Inter-State cases**

Any High Contracting Party may refer to the Court any alleged breach of the

provisions of the Convention and the protocols thereto, or another instrument or treaty of the Council of Europe, by another High Contracting Party.

### **Article 34 – Individual applications**

1. The Court may receive applications from any person, non-governmental organisation or group of individuals, sufficiently prejudiced so as to have standing, of a violation by one of the High Contracting Parties of the rights set forth in the Convention or the protocols thereto, or another of the treaties, agreements or other instruments of the Council of Europe.
2. The High Contracting Parties undertake not to hinder in any way the effective exercise of this right.



*Procédure*

**Article 36 – Tierce intervention**

1. Dans toute affaire devant une Chambre ou l'Assemblée Plénière, une Haute Partie contractante dont un ressortissant est requérant a le droit de présenter des observations écrites et de prendre part aux audiences.
2. Dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, le président de la Cour peut inviter toute Haute Partie contractante qui n'est pas partie à l'instance ou toute personne intéressée autre que le requérant à présenter des observations écrites ou à prendre part aux audiences.
3. Dans toute affaire devant une Chambre ou l'Assemblée Plénière, le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe peut présenter des observations écrites et prendre part aux audiences.

**Article 37 – Radiation**

1. A tout moment de la procédure, la Cour peut décider de rayer une requête du rôle lorsque les circonstances permettent de conclure:
  - a. que le requérant n'entend plus la maintenir; ou
  - b. que le litige a été résolu; ou c que, pour tout autre motif dont la Cour constate l'existence, il ne se justifie plus de poursuivre l'examen de la requête.

Toutefois, la Cour poursuit l'examen de la requête si le respect des droits de l'homme garantis par la Convention et ses protocoles, ou le respect d'un autre

texte fondamental du Conseil de l'Europe, l'exige.

2. La Cour peut décider la réinscription au rôle d'une requête lorsqu'elle estime que les circonstances le justifient.

**Article 38 – Examen contradictoire de l'affaire**

La Cour examine l'affaire de façon contradictoire avec les représentants des parties et, s'il y a lieu, procède à une enquête pour la conduite efficace de laquelle les Hautes Parties contractantes intéressées fourniront toutes facilités nécessaires.

**Article 39 – Règlements amiables**

1. A tout moment de la procédure, la Cour peut se mettre à la disposition des intéressés en vue de parvenir à un règlement amiable de l'affaire s'inspirant du respect des droits de l'homme tels que les reconnaissent la Convention et ses Protocoles, ou un des autres traités, textes ou instruments du Conseil de l'Europe.
2. La procédure décrite au paragraphe 1 est confidentielle.
3. En cas de règlement amiable, la Cour raye l'affaire du rôle par une décision qui se limite à un bref exposé des faits et de la solution adoptée.
4. Cette décision est transmise au Comité des Ministres qui surveille l'exécution des termes du règlement amiable tels qu'ils figurent dans la décision.

\

### **Article 40 – Audience publique et accès aux documents**

1. L'audience est publique à moins que la Cour n'en décide autrement en raison de circonstances exceptionnelles.
2. Les documents déposés au greffe sont accessibles au public à moins que le président de la Cour n'en décide autrement.

### **Article 41 – Satisfaction équitable**

Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses protocoles, ou d'un autre texte ou traité du Conseil de l'Europe, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable.

### **Article 42 – Arrêts des Chambres**

Les arrêts des Chambres deviennent définitifs conformément aux dispositions de l'article 44, paragraphe 2.

### **Article 43 – Renvoi devant l'Assemblée Plénière**

1. Dans un délai de trois semaines à compter de la date de l'arrêt d'une Chambre, toute partie à l'affaire peut, dans des cas exceptionnels, demander le renvoi de l'affaire devant l'Assemblée Plénière.
2. Un collège de cinq juges de l'Assemblée Plénière accepte la demande si l'affaire soulève une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses protocoles, ou des autres traités du Conseil de

l'Europe ou encore une question grave de caractère général.

3. Si le collège accepte la demande, l'Assemblée Plénière se prononce sur l'affaire par un arrêt.

### **Article 44 – Arrêts définitifs**

1. L'arrêt de l'Assemblée Plénière est définitif.
2. L'arrêt d'une Chambre devient définitif:
  - a. lorsque les parties déclarent qu'elles ne demanderont pas le renvoi de l'affaire devant l'Assemblée Plénière; ou
  - b. trois semaines après la date de l'arrêt, si le renvoi de l'affaire devant l'Assemblée Plénière n'a pas été demandé; ou
  - c. lorsque le collège de l'Assemblée Plénière rejette la demande de renvoi formulée en application de l'article 43.
3. Toute requête tendant à la saisine de l'Assemblée Plénière afin d'attaquer la décision ou le jugement d'un comité ou d'un juge unique doit être introduite dans les deux semaines qui suivent la décision. Une fois ce délai écoulé, la décision prise ou le jugement rendu par le comité ou le juge unique devient définitif.
4. L'arrêt définitif est obligatoirement publié. Les autres décisions, jugements et arrêts sont publiés dans la mesure du possible.

### **Article 45 – Motivation des arrêts et décisions**

1. Les arrêts, ainsi que les décisions déclarant des requêtes recevables ou irrecevables, sont motivés.

2. Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge a le droit d'y joindre l'exposé de son opinion séparée.

#### **Article 46 – Force obligatoire et exécution des arrêts**

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se conformer aux arrêts définitifs de la Cour dans les litiges auxquels elles sont parties.
2. L'arrêt définitif de la Cour est transmis au Comité des Ministres qui en surveille l'exécution.
3. Lorsque le Comité des Ministres estime que la surveillance de l'exécution d'un arrêt définitif est entravée par une difficulté d'interprétation de cet arrêt, il peut saisir la Cour afin qu'elle se prononce sur cette question d'interprétation. La décision de saisir la Cour est prise par un vote à la majorité des deux tiers des représentants ayant le droit de siéger au Comité.
4. Lorsque le Comité des Ministres estime qu'une Haute Partie contractante refuse de se conformer à un arrêt définitif dans un litige auquel elle est partie, il peut, après avoir mis en demeure cette Partie et par décision prise par un vote à la majorité des deux tiers des représentants ayant le droit de siéger au Comité, saisir la Cour de la question du respect par cette Partie de son obligation au regard du paragraphe 1.
5. Si la Cour constate une violation du paragraphe 1, elle renvoie l'affaire au Comité des Ministres afin qu'il examine les mesures à prendre. Si la

Cour constate qu'il n'y a pas eu violation du paragraphe 1, elle renvoie l'affaire au Comité des Ministres, qui décide de clore son examen.

#### **Article 47 – Avis consultatifs**

1. La Cour peut, à la demande du Comité des Ministres, donner des avis consultatifs sur des questions juridiques concernant l'interprétation de la Convention et de ses protocoles, ou d'autres traités, textes et instruments du Conseil de l'Europe.
2. Ces avis ne peuvent porter ni sur les questions ayant trait au contenu ou à l'étendue des droits et libertés définis au titre I de la Convention et dans les protocoles ni sur les autres questions dont la Cour ou le Comité des Ministres pourraient avoir à connaître par suite de l'introduction d'un recours prévu par la Convention.
3. La décision du Comité des Ministres de demander un avis à la Cour est prise par un vote à la majorité des représentants ayant le droit de siéger au Comité.

#### **Article 48 – Compétence consultative de la Cour**

La Cour décide si la demande d'avis consultatif présentée par le Comité des Ministres relève de sa compétence telle que définie par l'article 47.

#### **Article 49 – Motivation des avis consultatifs**

1. L'avis de la Cour est motivé.
2. Si l'avis n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges,

tout juge a le droit d'y joindre  
l'exposé de son opinion séparée.

3. L'avis de la Cour est transmis au  
Comité des Ministres.

### **Article 50 – Frais de fonctionnement de la Cour**

Les frais de fonctionnement de la Cour  
sont à la charge du Conseil de l'Europe.

### **Article 51 – Privilèges et immunités des juges**

Les juges jouissent, pendant l'exercice de  
leurs fonctions, des privilèges et  
immunités prévus à l'article 40 du  
Statut du Conseil de l'Europe et dans les  
accords conclus au titre de cet article.

*Procedure*

**Article 36 – Third party intervention**

1. In all cases before a Chamber or the Grand Chamber, a High Contracting Party one of whose nationals is an applicant shall have the right to submit written comments and to take part in hearings.
2. The President of the Court may, in the interest of the proper administration of justice, invite any High Contracting Party which is not a party to the proceedings or any person concerned who is not the applicant to submit written comments or take part in hearings.
3. In all cases before a Chamber or the Grand Chamber, the Council of Europe Commissioner for Human Rights may submit written comments and take part in hearings.

**Article 37 – Striking out applications**

1. The Court may at any stage of the proceedings decide to strike an application out of its list of cases where the circumstances lead to the conclusion that:
  - a. the applicant does not intend to pursue his application; or
  - b. the matter has been resolved; or
  - c. for any other reason established by the Court, it is no longer justified to continue the examination of the application.

However, the Court shall continue the examination of the application if respect for human rights as defined in the Convention and the protocols thereto, or another fundamental text of the Council of Europe so requires.

2. The Court may decide to restore an application to its list of cases if it considers that the circumstances justify such a course.

**Article 38 – Examination of the case**

The Court shall examine the case together with the representatives of the parties and, if need be, undertake an investigation, for the effective conduct of which the High Contracting Parties concerned shall furnish all necessary facilities.

**Article 39 – Friendly settlements**

1. At any stage of the proceedings, the Court may place itself at the disposal of the parties concerned with a view to securing a friendly settlement of the matter on the basis of respect for human rights as defined in the Convention and the Protocols thereto.
2. Proceedings conducted under paragraph 1 shall be confidential.
3. If a friendly settlement is effected, the Court shall strike the case out of its list by means of a decision which shall be confined to a brief statement of the facts and of the solution reached.
4. This decision shall be transmitted to the Committee of Ministers, which shall supervise the execution of the terms of the friendly settlement as set out in the decision.

**Article 40 – Public hearings and access to documents**

1. Hearings shall be in public unless the Court in exceptional circumstances decides otherwise.
2. Documents deposited with the Registrar shall be accessible to the public unless the President of the Court decides otherwise.

#### **Article 41 – Just satisfaction**

If the Court finds that there has been a violation of the Convention or the protocols thereto, or another of the Council of Europe's treaties or instruments, and if the internal law of the High Contracting Party concerned allows only partial reparation to be made, the Court shall, if necessary, afford just satisfaction to the injured party.

#### **Article 42 – Judgments of Chambers**

Judgments of Chambers shall become final in accordance with the provisions of Article 44, paragraph 2.

#### **Article 43 – Referral to the Grand Chamber**

1. Within a period of three weeks from the date of the judgment of the Chamber, any party to the case may, in exceptional cases, request that the case be referred to the Grand Chamber.
2. A panel of five judges of the Grand Chamber shall accept the request if the case raises a serious question affecting the interpretation or application of the Convention or the protocols thereto, or another of the Council of Europe's treaties, or a serious issue of general importance.

3. If the panel accepts the request, the Grand Chamber shall decide the case by means of a judgment.

#### **Article 44 – Final judgments**

1. The judgment of the Grand Chamber shall be final.
2. The judgment of a Chamber shall become final:
  - a. when the parties declare that they will not request that the case be referred to the Grand Chamber; or
  - b. three weeks after the date of the judgment, if reference of the case to the Grand Chamber has not been requested; or
  - c. when the panel of the Grand Chamber rejects the request to refer under Article 43.
3. Any application to the Plenary Assembly to challenge the decision or judgment of a committee or single judge must be made within two weeks of the decision. Once this time limit has elapsed, the decision or judgment of the committee or single judge becomes final.
4. The final judgment shall be published. The final judgment must be published. Other decisions, judgments and rulings are published as far as possible.

#### **Article 45 – Reasons for judgments and decisions**

1. Reasons shall be given for judgments as well as for decisions declaring applications admissible or inadmissible.
2. If a judgment does not represent, in whole or in part, the unanimous

opinion of the judges, any judge shall be entitled to deliver a separate opinion.

#### **Article 46 – Binding force and execution of judgments**

1. The High Contracting Parties undertake to abide by the final judgment of the Court in any case to which they are parties.
2. The final judgment of the Court shall be transmitted to the Committee of Ministers, which shall supervise its execution.
3. If the Committee of Ministers considers that the supervision of the execution of a final judgment is hindered by a problem of interpretation of the judgment, it may refer the matter to the Court for a ruling on the question of interpretation. A referral decision shall require a majority vote of two thirds of the representatives entitled to sit on the Committee.
4. If the Committee of Ministers considers that a High Contracting Party refuses to abide by a final judgment in a case to which it is a party, it may, after serving formal notice on that Party and by decision adopted by a majority vote of two thirds of the representatives entitled to sit on the Committee, refer to the Court the question whether that Party has failed to fulfil its obligation under paragraph 1.
5. If the Court finds a violation of paragraph 1, it shall refer the case to the Committee of Ministers for consideration of the measures to be taken. If the Court finds no violation of paragraph 1, it shall refer the case

to the Committee of Ministers, which shall close its examination of the case.

#### **Article 47 – Advisory opinions**

1. The Court may, at the request of the Committee of Ministers, give advisory opinions on legal questions concerning the interpretation of the Convention and the protocols thereto.
2. Such opinions shall not deal with any question relating to the content or scope of the rights or freedoms defined in Section I of the Convention and the protocols thereto, or with any other question which the Court or the Committee of Ministers might have to consider in consequence of any such proceedings as could be instituted in accordance with the Convention.
3. Decisions of the Committee of Ministers to request an advisory opinion of the Court shall require a majority vote of the representatives entitled to sit on the Committee.

#### **Article 48 – Advisory jurisdiction of the Court**

The Court shall decide whether a request for an advisory opinion submitted by the Committee of Ministers is within its competence as defined in Article 47.

#### **Article 49 – Reasons for advisory opinions**

1. Reasons shall be given for advisory opinions of the Court.
2. If the advisory opinion does not represent, in whole or in part, the unanimous opinion of the judges, any

judge shall be entitled to deliver a separate opinion.

3. Advisory opinions of the Court shall be communicated to the Committee of Ministers.

### **Article 50 – Expenditure on the Court**

The expenditure on the Court shall be borne by the Council of Europe.

### **Article 51 – Privileges and immunities of judges**

The judges shall be entitled, during the exercise of their functions, to the privileges and immunities provided for in Article 40 of the Statute of the Council of Europe and in the agreements made thereunder.



## **Titre II – Dispositions diverses**

### **Article 52 – Enquêtes du Secrétaire Général**

Toute Haute Partie contractante fournira sur demande du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les explications requises sur la manière dont son droit interne assure l'application effective de toutes les dispositions de cette Convention.

### **Article 53 – Sauvegarde des droits de l'homme reconnus**

Aucune des dispositions de la présente Convention ne sera interprétée comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales qui pourraient être reconnus conformément aux lois de toute Partie contractante ou à toute autre Convention à laquelle cette Partie contractante est partie.

### **Article 54 – Pouvoirs du Comité des Ministres**

Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux pouvoirs conférés au Comité des Ministres par le Statut du Conseil de l'Europe.

### **Article 55 – Renonciation à d'autres modes de règlement des différends**

Les Hautes Parties contractantes renoncent réciproquement, sauf compromis spécial, à se prévaloir des traités, conventions ou déclarations existant entre elles, en vue de soumettre, par voie de requête, un différend né de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention à un mode de règlement autre que ceux prévus par ladite Convention.

### **Article 56 – Application territoriale**

1. Tout Etat peut, au moment de la ratification ou à tout autre moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, que la présente Convention s'appliquera, sous réserve du paragraphe 4 du présent article, à tous les territoires ou à l'un quelconque des territoires dont il assure les relations internationales.
2. La Convention s'appliquera au territoire ou aux territoires désignés dans la notification à partir du trentième jour qui suivra la date à laquelle le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe aura reçu cette notification.
3. Dans lesdits territoires les dispositions de la présente Convention seront appliquées en tenant compte des nécessités locales.
4. Tout Etat qui a fait une déclaration conformément au premier paragraphe de cet article, peut, à tout moment par la suite, déclarer relativement à un ou plusieurs des territoires visés dans cette déclaration qu'il accepte la compétence de la Cour pour connaître des requêtes de personnes physiques, d'organisations non gouvernementales ou de groupes de particuliers, comme le prévoit l'article 34 de la Convention.

### **Article 57 – Réserves et adoption des protocoles**

1. Tout Etat peut, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification, formuler une réserve au

sujet d'une disposition particulière de la Convention, dans la mesure où une loi alors en vigueur sur son territoire n'est pas conforme à cette disposition. Les réserves de caractère général ne sont pas autorisées aux termes du présent article.

2. Toute réserve émise conformément au présent article comporte un bref exposé de la loi en cause.
3. Les protocoles ouverts à la signature simultanément à l'ouverture à la signature de la présente Convention revêtent un caractère obligatoire.

#### **Article 58 – Dénonciation**

1. Une Haute Partie contractante ne peut dénoncer la présente Convention qu'après l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard et moyennant un préavis de six mois, donné par une notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, qui en informe les autres Parties contractantes.
2. Cette dénonciation ne peut avoir pour effet de délier la Haute Partie contractante intéressée des obligations contenues dans la présente Convention en ce qui concerne tout fait qui, pouvant constituer une violation de ces obligations, aurait été accompli par elle antérieurement à la date à laquelle la dénonciation produit effet.
3. Sous la même réserve cesserait d'être Partie à la présente Convention toute Partie contractante qui cesserait d'être membre du Conseil de l'Europe.

4. La Convention peut être dénoncée conformément aux dispositions des paragraphes précédents en ce qui concerne tout territoire auquel elle a été déclarée applicable aux termes de l'article 56.

#### **Article 59 – Signature et ratification**

1. La présente Convention est ouverte à la signature des membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée. Les ratifications seront déposées près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. L'Union européenne peut adhérer à la présente Convention.
3. La présente Convention entrera en vigueur après le dépôt de dix instruments de ratification.
4. Pour tout signataire qui la ratifiera ultérieurement, la Convention entrera en vigueur dès le dépôt de l'instrument de ratification.
5. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera à tous les membres du Conseil de l'Europe l'entrée en vigueur de la Convention, les noms des Hautes Parties contractantes qui l'auront ratifiée, ainsi que le dépôt de tout instrument de ratification intervenu ultérieurement.

### **Article 52 – Inquiries by the Secretary General**

On receipt of a request from the Secretary General of the Council of Europe any High Contracting Party shall furnish an explanation of the manner in which its internal law ensures the effective implementation of any of the provisions of the Convention.

### **Article 53 – Safeguard for existing human rights**

Nothing in this Convention shall be construed as limiting or derogating from any of the human rights and fundamental freedoms which may be ensured under the laws of any High Contracting Party or under any other agreement to which it is a Party.

### **Article 54 – Powers of the Committee of Ministers**

Nothing in this Convention shall prejudice the powers conferred on the Committee of Ministers by the Statute of the Council of Europe.

### **Article 55 – Exclusion of other means of dispute settlement**

The High Contracting Parties agree that, except by special agreement, they will not avail themselves of treaties, conventions or declarations in force between them for the purpose of submitting, by way of petition, a dispute arising out of the interpretation or application of this Convention to a means of settlement other than those provided for in this Convention.

### **Article 56 – Territorial application**

1. Any State may at the time of its ratification or at any time thereafter declare by notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe that the present Convention shall, subject to paragraph 4 of this Article, extend to all or any of the territories for whose international relations it is responsible.
2. The Convention shall extend to the territory or territories named in the notification as from the thirtieth day after the receipt of this notification by the Secretary General of the Council of Europe.
3. The provisions of this Convention shall be applied in such territories with due regard, however, to local requirements.
4. Any State which has made a declaration in accordance with paragraph 1 of this article may at any time thereafter declare on behalf of one or more of the territories to which the declaration relates that it accepts the competence of the Court to receive applications from individuals, non-governmental organisations or groups of individuals as provided by Article 34 of the Convention.

### **Article 57 – Reservations and adoption of protocols**

1. Any State may, when signing this Convention or when depositing its instrument of ratification, make a reservation in respect of any particular provision of the Convention to the extent that any law then in force in its territory is not in conformity with the provision. Reservations of a general character

shall not be permitted under this article.

2. Any reservation made under this article shall contain a brief statement of the law concerned.
3. Protocols opened for signature simultaneously with the opening for signature of this Convention shall be obligatory in nature.

#### **Article 58 – Denunciation**

1. A High Contracting Party may denounce the present Convention only after the expiry of five years from the date on which it became a party to it and after six months' notice contained in a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe, who shall inform the other High Contracting Parties.
2. Such a denunciation shall not have the effect of releasing the High Contracting Party concerned from its obligations under this Convention in respect of any act which, being capable of constituting a violation of such obligations, may have been performed by it before the date at which the denunciation became effective.
3. Any High Contracting Party which shall cease to be a member of the Council of Europe shall cease to be a Party to this Convention under the same conditions.
4. The Convention may be denounced in accordance with the provisions of the preceding paragraphs in respect of any territory to which it has been declared to extend under the terms of Article 56.

#### **Article 59 – Signature and ratification**

1. This Convention shall be open to the signature of the members of the Council of Europe. It shall be ratified. Ratifications shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.
2. The European Union may accede to this Convention.
3. The present Convention shall come into force after the deposit of ten instruments of ratification.
4. As regards any signatory ratifying subsequently, the Convention shall come into force at the date of the deposit of its instrument of ratification.
5. The Secretary General of the Council of Europe shall notify all the members of the Council of Europe of the entry into force of the Convention, the names of the High Contracting Parties who have ratified it, and the deposit of all instruments of ratification which may be effected subsequently.